



LA JEUNESSE
POUR LES DROITS HUMAINS
ET LA JUSTICE CLIMATIQUE,
ECONOMIQUE ET ECOLOGIQUE



CRAAD-OI
Centre de Recherches et d'Appui pour les
Alternatives de Développement - Océan Indien
RSCDA-OI
Research and Support Center for
Development Alternatives - Indian Ocean



FI.FI.MA.MA.

**FIKAMBANAN'NY FIPHERENA
MANOMBO MANGOKY**

COMMUNIQUE

STOP AU HARCELEMENT DES DEFENSEURS DES DROITS DES COMMUNAUTES AFFECTEES PAR LE PROJET MINIER DE BASE TOLIARA ET A LA REPRESSION DES MANIFESTATIONS PACIFIQUES.

Au mois d'Avril 2023, le CRAAD-OI et les signataires du présent Communiqué avaient déjà posé la question vitale de savoir si « le Chef de l'Etat osera (-t-il) sacrifier les droits des communautés opposées au projet minier de Base Toliara, le patrimoine naturel et les intérêts nationaux au profit des intérêts privés d'une minorité »¹ ?

Nous, les organisations soussignées, exprimons notre profonde préoccupation concernant la répression brutale de la manifestation pacifique que les communautés concernées par le projet minier de Base Toliara ont organisée le 27 août 2024 dans le cadre de la longue lutte qu'ils mènent depuis dix ans contre les conséquences néfastes de ce projet sur leurs droits fondamentaux, leurs terres, leurs moyens de subsistance, leur environnement et leur santé.

En particulier, l'arrestation arbitraire de notre collègue TSIAZONALY Solonarivo Léon sur la base d'accusations forgées de toutes pièces indique malheureusement que les tenants du pouvoir étatique sont décidés à protéger par tous les moyens les intérêts privés d'une entreprise multinationale et de ses alliés locaux, au détriment des défenseurs des droits humains et de la souveraineté du Peuple Malagasy sur ses ressources naturelles.

Nous considérons que le message que les forces de l'ordre ont voulu faire passer est que personne n'est à l'abri de des représailles à l'égard de tous ceux qui s'opposent à la volonté délibérée de l'Etat Malagasy de fouler aux pieds les revendications exprimées par les communautés concernées dont il a choisi de sacrifier les droits fondamentaux au profit d'une société étrangère qui a l'intention d'exploiter à Madagascar non seulement les sables minéralisés incluant l'ilménite, mais aussi la monazite et les terres rares².

Les organisations signataires de ce Communiqué ont déjà alerté les autorités étatiques depuis plusieurs années³ au sujet des impacts prévisibles de l'exploitation des terres rares qui seraient catastrophiques pour les écosystèmes et les moyens d'existence des communautés riveraines, tout en perpétuant la spoliation néocoloniale des ressources minières stratégiques de Madagascar, déguisée sous les habits verts de la « transition énergétique propre » dans les pays industrialisés.

Nous nous élevons avec la plus grande force contre la criminalisation et l'usage de la violence aveugle par la force publique à l'encontre des membres du Réseau des Jeunes pour le Développement Durable et de tous les citoyens qui manifestent de manière pacifique la revendication légitime de leurs droits fondamentaux, et qui défendent le patrimoine national contre son accaparement par des intérêts étrangers.

Nous exhortons les autorités étatiques à entendre la voix de la raison et de leur conscience citoyenne, et à se rappeler de leurs obligations et engagements en vertu d'innombrables lois nationales et internationales sur les droits humains.

Nous demandons la libération immédiate et sans conditions de Tsiazonaly Solonarivo Léon qui n'a fait qu'accomplir son devoir de solidarité avec ses compatriotes menacés par le projet extractiviste destructeur de Base Toliara.

Antananarivo le 27 août 2024

¹ Communiqué du 23 avril 2023

² <https://www.miningreview.com/speciality-metals/good-news-for-base-resources-toliara-project-in-madagascar/>

³ Voir notamment le Communiqué du CRAAD-OI et du Collectif TANY daté du 25 août 2016 intitulé L'EXPLOITATION DES TERRES RARES A AMPASINDAVA EST UN PIEGE DANGEREUX POUR MADAGASCAR.